

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est un spectacle fort intéressant. Nous avons proposé une réforme fiscale d'un grand intérêt pour tous les Canadiens et, parce que le parti libéral est incapable de décider de sa position au sujet du Livre blanc, il se contente de critiquer la façon de procéder du gouvernement et de faire des attaques personnelles. Ce parti est rapidement en train de perdre le respect des Canadiens.

Des voix: Bravo!

L'INCIDENCE DU LIVRE BLANC SUR LES RICHES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je suis moi-même d'accord avec l'objection soulevée par l'opposition officielle, mais ce qui intéresse surtout le peuple canadien pour l'instant, c'est le document qui a été présenté hier soir.

En 1984, au moment du débat des chefs de parti, le premier ministre avait promis aux Canadiens que, s'ils votaient pour les conservateurs, ils auraient un régime fiscal équitable. Hier soir à la télévision, le ministre des Finances a reconnu qu'après trois ans d'un gouvernement conservateur et la présentation du Livre blanc, la majorité des Canadiens paieront plus de taxes et d'impôts qu'au moment de l'arrivée au pouvoir des conservateurs. D'après le document lui-même, les Canadiens qui ont un revenu d'au moins 100 000 \$ par année, soit 175 000 familles riches, paieront 4 365 \$ de moins qu'auparavant. Est-ce ainsi que les conservateurs envisagent la justice? Croient-ils que seuls les riches doivent payer moins d'impôts?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, permettez-moi de signaler au chef du NPD qu'il faut tenir compte de tout ce qui s'est passé depuis 1984. Environ 840 000 emplois ont été créés. Cela faisait une dizaine d'années que les taux d'intérêt n'avaient pas été aussi faibles.

M. Broadbent: Je parle de la réforme fiscale.**Mlle MacDonald:** Le revenu a un rapport avec les impôts.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le taux de chômage est tombé de 11,7 p. 100 à 9,1 p. 100. Les emplois créés depuis 12 mois ont aidé toutes les régions. Il y a maintenant plus de mises en chantier qu'il n'y en avait eu depuis une dizaine d'années. Voilà ce que s'est passé depuis le 4 septembre 1984, quand notre gouvernement est arrivé au pouvoir dirigé par un premier ministre qui nous montrait la voie pour améliorer le sort du Canada. Voilà ce que nous voulons accomplir.

M. Broadbent: Monsieur le Président, le ministre a omis un détail important. Une seule catégorie de Canadiens est plus riche après trois ans d'un gouvernement conservateur, et il s'agit des 175 000 familles riches dont les impôts baisseront. Les riches s'enrichissent davantage. Voilà ce qui se passe sous les conservateurs.

L'ÉQUITÉ DES MESURES FISCALES

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais poser ma question au premier ministre, car il s'agit

en l'occurrence de savoir s'il est digne de confiance. Il a promis en 1984 un régime fiscal plus juste. Maintenant, va-t-il répondre à la question que je vais lui poser? Croit-il qu'il est juste qu'après trois années de gouvernement conservateur, le Canadien moyen doive payer beaucoup plus et que seuls les riches paient moins? Est-ce là la conception conservatrice de la justice?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il faut lui donner cela, le député ne cesse de répéter la même chose à cet égard, depuis de nombreuses années. Il réclame une plus grande justice fiscale. Cette question fait l'objet de discussions dans cette enceinte depuis un certain nombre d'années. Or, le présent document réduit les impôts de huit Canadiens sur 10. Quelque 90 p. 100 des Canadiens de plus de 65 ans paieront moins d'impôt. Près de 850 000 Canadiens n'en paieront plus du tout. Il s'agit d'un régime extrêmement équitable pour les gens ordinaires.

S'il n'est pas disposé à admettre nos résultats globaux sur le plan de la croissance économique, je demande à mon collègue de songer aux diverses mesures fiscales justes que le ministre des Finances a présentées dans plusieurs budgets, notamment un impôt minimum, une certaine équité fiscale pour les handicapés et le reste. Selon moi, mon collègue reconnaîtra qu'on perpétue une initiative historique tendant à donner aux Canadiens des chances égales et un régime fiscal équitable. A mon avis, on reconnaît généralement que les principaux bénéficiaires de ces initiatives sont les Canadiens à faible revenu, c'est-à-dire les gens qui ont le plus besoin d'aide sur le plan fiscal.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Le premier ministre vient tout juste d'affirmer que 850 000 Canadiens ne paieront plus d'impôt. Ce qu'il a oublié de dire, c'est que depuis trois ans, la politique fiscale de son ministre force 850 000 Canadiens de plus à payer de l'impôt.

Mlle MacDonald: Ces gens étaient au chômage.

M. Broadbent: Le gouvernement ne fait que corriger partiellement l'injustice qu'il a créée. Cependant, il n'en demeure pas moins, et le ministre des Finances ne l'a même pas encore nié, que seules les 175 000 familles les plus riches du pays paient moins d'impôts, après trois ans de gouvernement conservateur.

ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT IMPOSE UN IMPÔT MINIMAL AUX SOCIÉTÉS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Depuis un an et demi, monsieur le Président, le ministre réclame la réforme de l'impôt des sociétés. En l'occurrence, il s'est exprimé, si je puis dire, comme un véritable socialiste. Puisque, s'il faut en croire les propres documents du ministre, 60 000 sociétés qui font des bénéfices ne paieront toujours pas d'impôt, pourquoi n'a-t-il pas au moins imité Ronald Reagan...

Des voix: Oh, oh!